



RCS : VERSAILLES

Code greffe : 7803

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VERSAILLES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2014 B 04301

Numéro SIREN : 805 211 158

Nom ou dénomination : 4K FRANCE

Ce dépôt a été enregistré le 23/10/2014 sous le numéro de dépôt 16217

4K France
SAS au capital de 2.000 €
118, rue Paul Doumer
78420 CARRIERES SUR SEINE

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

N° Ordre	Nom, Prénom, domicile du souscripteur	Nombre d'actions	Valeur Nominale	Capital souscrit	Capital versé
1	Marc GERMAIN 118, rue Paul Doumer 78420 CARRIERES SUR SEINE	51	20 €	1 020	510
2	Agnès MAGUER 22, avenue Saint Nicolas 06400 CANNES	49	20 €	980	490

Carrières sur Seine, le 22 septembre 2014

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, cursive script that appears to be a first name followed by a last name, possibly 'Marc Germain'.

4K France
SAS au capital de 2.000 €
118, rue Paul Doumer
78420 CARRIERES SUR SEINE

LISTE DES SOUSCRIPTEURS

N° Ordre	Nom, Prénom, domicile du souscripteur	Nombre d'actions	Valeur Nominale	Capital souscrit	Capital versé
1	Marc GERMAIN 118, rue Paul Doumer 78420 CARRIERES SUR SEINE	51	20 €	1 020	510
2	Agnès MAGUER 22, avenue Saint Nicolas 06400 CANNES	49	20 €	980	490

Carrières sur Seine, le 22 septembre 2014

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'A' followed by a large, loopy 'M' and a final flourish.

Direction Exploitation Commerciale Houilles Val d'Oise Sud

ATTESTATION DEPOT DE FONDS

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, Société Anonyme au capital de 1006 489 617, 50 euros, dont le siège social est situé à PARIS 9ème, 29 Boulevard Haussmann, ayant pour numéro unique d'identification 552 120 222 R.C.S. Paris, certifie :

- avoir reçu en dépôt la somme de mille euros (1000,00 EUR), représentant 50% du capital en numéraire de la société en formation 4 K France SAS, ayant son siège sis à 118, rue Paul Doumer 78420 CARRIERES SUR SEINE.

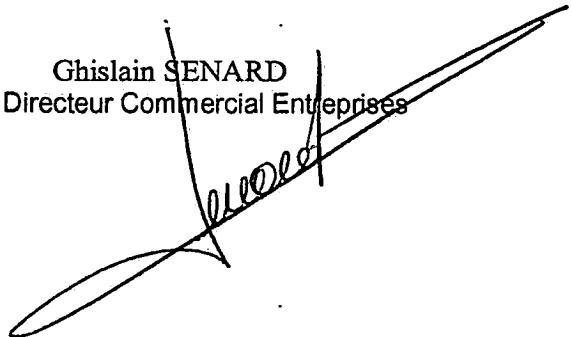
et,

- avoir constaté la concordance entre ces versements et les sommes indiquées comme versées par chaque actionnaire sur la liste des souscripteurs qui lui a été présentée.

Ladite somme restera immobilisée dans les conditions légales et réglementaires.

Fait à Houilles, le 19 septembre 2014

Ghislain SENARD
Directeur Commercial Entreprises



Direction Exploitation Commerciale Houilles Val d'Oise Sud

· ATTESTATION DEPOT DE FONDS

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, Société Anonyme au capital de 1006 489 617, 50 euros, dont le siège social est situé à PARIS 9ème, 29 Boulevard Haussmann, ayant pour numéro unique d'identification 552 120 222 R.C.S. Paris, certifie :

- avoir reçu en dépôt la somme de mille euros (1000,00 EUR), représentant 50% du capital en numéraire de la société en formation 4 K France SAS, ayant son siège sis à 118, rue Paul Doumer 78420 CARRIERES SUR SEINE.

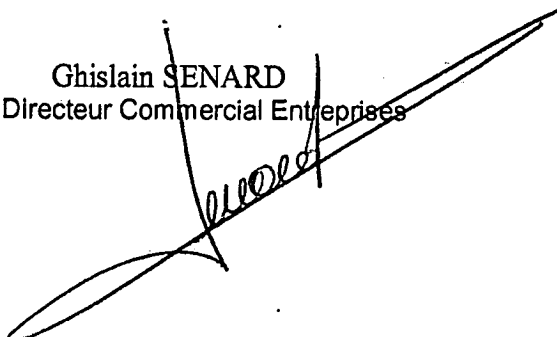
et,

- avoir constaté la concordance entre ces versements et les sommes indiquées comme versées par chaque actionnaire sur la liste des souscripteurs qui lui a été présentée.

Ladite somme restera immobilisée dans les conditions légales et réglementaires.

Fait à Houilles, le 19 septembre 2014

Ghislain SENARD
Directeur Commercial Entreprises



ou-22.9.14 F110W

LF-
CA-19/9114

46217

dépôt



23 OCT. 2014

n° de
gestion

4K FRANCE

n° de
pour

Guy

n° de
chrôno

Société par Actions Simplifiée

au capital de 2.000 ☐

Siège social :

**118, rue Paul Doumer
78420 CARRIERES SUR SEINE**

STATUTS

Les soussignés :

Monsieur Marc, François, Alain GERMAIN

Né le 11/09/1964 à CAEN (14)

De nationalité française

Divorcé

Demeurant : 118, rue Paul Doumer 78420 CARRIERES SUR SEINE

Madame Agnès, Claudine MAGUER

Née le 23/04/1964 à BREST (29)

De nationalité française

Divorcée

Demeurant : 22, avenue Saint Nicolas 06400 CANNES

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société par Actions Simplifiée qu'ils sont convenues de constituer.

AM

MM

TITRE I

FORME - DENOMINATION - SIEGE

OBJET - DUREE

Article 1- FORME

Il existe entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par les dispositions des articles 227-1 et suivants, et 244-1 et suivants du code de commerce et leurs textes d'application ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs actionnaires.

Elle ne peut faire appel publiquement à l'épargne.

Article 2- DENOMINATION

La dénomination de la Société est : **4K FRANCE**

Sur tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par Actions Simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du capital social.

Article 3 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **118, rue Paul Doumer 78420 CARRIERES SUR SEINE**

Il peut être transféré par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

Article 4 - OBJET

La société a pour objet:

- NEGOCE DE PRODUITS COSMETIQUES EN FRANCE ET A L'ETRANGER
- IMPORTATION ET DISTRIBUTION DE PRODUITS ELECTRONIQUES ET INFORMATIQUES AINSI QUE LES LOGICIELS ASSOCIES
- DEVELOPPEMENT ET DISTRIBUTION D'APPLICATIONS POUR SMARTPHONES ET TABLETTES
- IMPORTATION ET DISTRIBUTION DE SOLUTIONS D'ECLAIRAGE ET DE CHROMOTHERAPIE.

AN
+12

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

Article 5 – DUREE

La société, sauf prorogation ou dissolution anticipée, a une durée de 99 ans qui commencera à courir à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - ACTIONS – COMPTES COURANTS – CESSATION D'ACTIVITE D'UN PROFESSIONNEL ACTIONNAIRE

Article 6 - APPORTS

A la constitution de la société, les soussignés ont fait les apports suivants :

Monsieur Marc GERMAIN

La somme de 1.020 €

Madame Agnès MAGUER

La somme de 980 €

Les fonds provenant de la libération du capital social ont été déposés, pour le compte de la société en formation à la SOCIETE GENERALE agence de Houilles 26, avenue Carnot 78802 HOUILLES CEDEX, à raison de la moitié du montant souscrit, à savoir 1.000 € et devra être libéré dans les 5 ans, à compter de la date d'immatriculation au RCS.

Article 7- CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 2.000 €, divisé en 100 actions de 20 €, de même catégorie entièrement souscrites et attribuées à chacun d'eux, en proportion de leurs apports respectifs, de la manière suivante :

à Monsieur Marc GERMAIN.....	51 actions
à Madame Agnès MAGUER.....	<u>49 actions</u>

**Total du nombre d'actions composant
le capital social.....100 actions**

Article 8 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHEES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

AN

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les actionnaires ne sont tenus du passif social et ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent la propriété du titre.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale des actionnaires.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

Article 9 – FORME, NEGOCIABILITE, INDIVISIBILITE ET DEMEMBREMENT DES ACTIONS

Les actions sont nominatives ; elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la société au nom de l'actionnaire dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ou après la réalisation définitive de l'augmentation de capital si elles résultent d'une augmentation de capital.

La cession des actions s'opère par ordre de mouvement signé par le cédant ou son mandataire et accompagné le cas échéant des pièces justificatives.

Dans le cas où les actions ne sont pas intégralement libérées, l'ordre de mouvement doit porter l'acceptation signée par le cessionnaire ou son mandataire.

Tous les frais résultant du transfert sont à la charge du cessionnaire.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société ; tous les copropriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire unique désigné d'accord entre eux ou à défaut en justice à la requête du copropriétaire le plus diligent.

L'usufruitier et le nu-propriétaire ont le droit d'assister à toutes les assemblées d'actionnaires. Toutefois, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires et dans les assemblées spéciales.

Article 10 – TRANSMISSION DES ACTIONS

L'admission de tout nouvel actionnaire est subordonnée à l'agrément préalable donné par décision collective adoptée à la majorité des 2/3 des droits de vote.

Par cession, il faut entendre toute décision ou toute opération, à titre onéreux ou à titre gratuit, emportant transfert ou démembrement de propriété, y compris par l'effet

AM

d'une transmission universelle de patrimoine ou d'une adjudication publique en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement.

La demande d'agrément indique les nom, prénoms ou dénomination sociale, adresse du domicile ou du siège et forme juridique du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est projetée et le prix offert. Elle est notifiée à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le refus d'agrément est notifié au demandeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par exploit d'huissier. L'agrément peut aussi résulter du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant demande d'agrément.

Si la société n'agrée pas le cessionnaire proposé, l'assemblée générale est tenue, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant refus d'agrément, de faire acquérir les actions soit par un actionnaire ou par un tiers, dûment agréé, soit, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction de capital.

Si, à l'expiration de ce délai, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société. L'achat ne peut être considéré comme n'étant pas réalisé du seul fait que les actions n'ont pas été inscrites au compte de l'acheteur.

A défaut d'accord entre les parties sur le prix des actions cédées, celui-ci est fixé par expert, selon les modalités définies à l'article 1843-4 du code civil. Les honoraires de l'expert et les frais d'expertise sont à la charge du cédant.

En cas de refus d'agrément, le cédant peut, à tout moment, renoncer à la cession, même après la fixation du prix par expert.

De même est soumise à agrément, dans les mêmes conditions, toute cession de valeurs mobilières, de droits préférentiels de souscription, de droits d'attribution et de tous autres droits négociables émis par la société.

Article 11 – EXCLUSION D'UN ACTIONNAIRE

L'exclusion d'un actionnaire pourra s'effectuer par une décision extraordinaire prise à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, dûment motivée, basée sur des faits et un comportement de nature à compromettre la pérennité de la société représentant au minimum les 2/3 des droits de vote.

La décision enjoindra cet actionnaire de céder ses actions dans le délai de six mois. Ce rachat s'effectuera selon une valeur conventionnellement fixée ou établie à dire d'expert.

La décision d'exclusion peut prononcer la suspension des droits de vote de l'actionnaire exclu jusqu'à la date de cession de ses actions.

La décision d'exclusion ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'actionnaire susceptible d'être exclu lui aient été préalablement communiqués au

AN

moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception, et ce, afin qu'il puisse présenter aux autres actionnaires les motifs de son désaccord sur le projet d'exclusion, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des actionnaires.

En outre, l'exclusion ne peut être prononcée sans que la société ait pris dans les mêmes conditions la décision, soit de désigner un cessionnaire pour les actions de l'actionnaire exclu, soit de procéder elle-même au rachat desdites actions dans le cadre d'une réduction de son capital social.

Article 12- RECOURS A L'EXPERTISE

En cas de recours à l'expertise et à défaut d'accord entre les parties, les frais et honoraires sont respectivement supportés par moitié par les anciens et nouveaux

titulaires des actions, mais solidairement entre eux à l'égard de l'expert. La répartition entre chacun d'eux a lieu au prorata du nombre d'actions anciennement ou nouvellement détenues.

En cas de retrait, le retrayant supporte seul la charge de l'expertise éventuelle.

Article 13 – COMPTES COURANTS

Les actionnaires peuvent laisser ou mettre à disposition de la société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin. Les conditions de retrait ou de remboursement de ces sommes, ainsi que leur rémunération, sont déterminées par une décision collective des actionnaires prise en la forme ordinaire.

Ces accords sont soumis à la procédure de contrôle des conventions passées entre la société et le président ou les actionnaires.

TITRE III

ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

Article 14 - PRESIDENT DE LA SOCIETE

Désignation

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou personne morale associée ou non associée de la Société.

Le Président, personne morale, est représenté par ses dirigeants sociaux.

Le Président est désigné par décision collective des associés.

Le premier Président nommé par les fondateurs est :

AM

Monsieur Marc GERMAIN, né le 11/09/1964 à CAEN (14)
Demeurant : 118, rue Paul Doumer 78420 CARRIERES SUR SEINE

qui accepte.

Durée des fonctions

Le Président est nommé sans limitation de durée. Il peut résilier ses fonctions à tout moment à charge pour lui d'en informer les associés.

La révocation du Président ne peut intervenir que pour un motif grave. Le président est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des actions. Toute clause contraire est réputée non écrite.

Le Président révoqué sans justes motifs peut obtenir des dommages-intérêts.

Rémunération

La rémunération du Président est fixée chaque année par décision collective des associés.

Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

TITRE IV

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Article 15 – COMPETENCE DES ACTIONNAIRES

Les seules décisions qui relèvent de la compétence des actionnaires sont celles pour lesquelles la loi et les présents statuts imposent une décision collective des actionnaires.

Les opérations ci-après font l'objet d'une décision collective des actionnaires dans les conditions suivantes :

- Décisions prises à l'unanimité

Toute décision requérant l'unanimité en application des dispositions légales.

- Décisions prises à la majorité des 2/3 des voix des actionnaires de la Société

AM

- ☐ Dissolution et liquidation de la société.
- ☐ Augmentation et réduction du capital.
- ☐ Fusion, scission et apport partiel d'actif.
- ☐ Agrément des cessions d'actions.
- ☐ Exclusion d'un actionnaire

- Décisions prises à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés

- ☐ Approbation des comptes annuels et affectation des résultats.
- ☐ Nomination et révocation du Président.
- ☐ Nomination des commissaires aux comptes.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du président.

Article 16 – MODALITES DE CONSULTATION DES ASSOCIES

Les décisions collectives des associés sont prises, sur consultation du Président, par l'établissement d'un procès-verbal de décision signé par tous les associés. Le procès-verbal de la décision mentionne la communication préalable des documents et informations relatifs à la décision.

Sous réserve des dispositions impératives de la loi, les décisions collectives sont adoptées à la majorité simple.

Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quote-part du capital qu'elles représentent.

Article 17 - DROIT DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés 15 jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent, à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des commissaires aux comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

TITRE V

EXERCICE SOCIAL CONTROLE ET APPROBATION DES COMPTES

AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

AM

Article 1 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés et se terminera le 31 décembre 2015.

Article 19 - CONTROLE DES COMPTES

Les associés désignent, pour la durée, dans les conditions et avec les missions prévues par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants.

Article 20- APPROBATION DES COMPTES ANNUELS

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion du Président et des rapports du ou des commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

Article 21- AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

La part de chaque associé dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE VI

ENREGISTREMENT – TIMBRE – FRAIS

Enregistrement

Conformément aux dispositions de l'article 635-1 1^{er} et 5^{ème} du Code Général des Impôts, le présent acte sera soumis à la formalité de l'enregistrement dans le mois de sa date. 

Timbre

Le présent acte est exonéré de droit de timbres en vertu des dispositions de l'article 902-3-14° du Code Général des Impôts.

Frais

Les frais, droits et honoraires des présents statuts sont à la charge de la société, portés aux frais généraux dès le premier exercice social et avant toute distribution de bénéfice.

En attendant l'immatriculation de la société, ils seront avancés par les actionnaires ou l'un d'entre eux.

TITRE VII

LIQUIDATION DE LA SOCIETE - CONTESTATIONS

Article 22 - LIQUIDATION DE LA SOCIETE

A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, une décision collective des associés décide du mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Article 23 - CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au Tribunal de commerce du lieu du siège social.

Fait à CARRIERES SUR SEINE, le 22 septembre 2014

En cinq exemplaires : 1 pour l'enregistrement
2 pour le dépôt au greffe
2 pour le siège social.

le 22/09/14

lu et approuvé



lu et approuvé

Bon pour acceptation de la fonction de
Président

le 22 09 2014

